

LE PRADET (Var)



22 ARR PM PERM 199

ARRÊTÉ PERMANENT

REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT ET DE LA CIRCULATION AVENUE RAIMU

Nous, **Hervé STASSINOS**, Maire de la commune de Le Pradet, Vice-président de la Métropole Toulon-Provence-Méditerranée, Conseiller Régional Provence Alpes Côte d'Azur

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2212-2, L 2212-5, L 2213-1 à L 2213-6,

VU le Code de la Route et notamment ses articles L 130-5 et suivants, R 130-2, L325-1, L325-2 et suivants, R 325-1 et suivants, R 411-26, R 412-28 et R 413-14 et suivants, R 417 -3, R 417-10 et suivants, R 417-11, R 415-6 et suivants

VU le Code Pénal et notamment son article R 610-5,

VU la convention de fourrière liant la ville de Le Pradet et le garage BOCQUET-DULAC, la décision municipale N°17-DCM-DGS-076 du 26 juin 2017

VU la demande effectuée par les services techniques de la ville

Considérant qu'il incombe au Maire, dans le cadre de ses pouvoirs de police de la circulation, de veiller à assurer la sûreté et la commodité du passage dans les rues, places et voies publiques ;

Considérant que pour améliorer la sécurité des piétons, il convient également de prendre des mesures de restriction de vitesse.

ARRETONS

Article 1 : Tous les précédents arrêtés réglementant le stationnement et la circulation sur l'avenue Raimu sont abrogés et remplacés par ce dernier.

Article 2 : Le stationnement est interdit des deux côtés sur toute l'avenue Raimu

Article 3 : L'avenue Raimu est une voie prioritaire. Elle l'est au croisement des voies :

- Copropriété des « Roches bleues »
- Villa Médicis
- Rue Leo Lagrange

Article 4 : Des passage pour piétons sont matérialisé :

- Au droit du 15 entre le garage et la stèle Brosset
- Au doit du 90 avant le croisement des « Roches bleues »

- Dans le prolongement du trottoir au croisement de « villa Médicis »
- Au croisement de la rue Leo Lagrange
- Au 200, à l'entrée du jardin de Courbebaisse

Article 5 : L'avenue Raimu est classée « Zone de rencontres ». Elle s'étend jusqu'au piétonnier matérialisé par des lices en bois, chemin des Bonnettes et jusqu'au bout de la rue du Colonel Couderc.

Article 6 : La zone délimitée à l'article 5, peut être empruntée par les conducteurs de véhicules à moteur, à la condition que leur vitesse maximale ne dépasse pas 20 km/heure. Toutefois, les piétons étant prioritaires, ils sont tenus de leur céder le passage en toutes circonstances. Les piétons sont autorisés à circuler sur les chaussées de la zone, sans toutefois y stationner afin de ne pas empêcher la circulation des véhicules à moteur.

Article 7 : Les règles de circulation définies à l'article R110-2 et R 411-25 du Code de la Route seront applicables à compter de la mise en place de la signalisation.

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les services de la Police Municipale et Nationale seront chargés d'assurer le contrôle des mesures qui seront prises.

Article 10 : Les Services Techniques ou la Police Municipale seront chargés de la mise en place de la signalisation réglementaire pour permettre l'application du présent arrêté.

Article 11 : Le présent arrêté sera publié au registre du Maire et un extrait sera affiché à la police municipale

Article 12 : Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur Le Directeur des Services Techniques, Monsieur le Commissaire Divisionnaire chef du District de Toulon, la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la notification et l'exécution du présent arrêté.

Le Maire,

CET ACTE PEUT ETRE CONTESTE
LES VOIES ET DELAIS DE RECOURS
<p>- Le recours contentieux : devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.</p> <p>- Le recours gracieux et hiérarchique : devant le Maire</p> <p>Pour ce dernier recours, l'absence de réponse dans les 2 mois qui suivent la demande équivaut à un refus.</p>